

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

29 mai 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : Genève s'engage pour la population syrienne.....	4
Genève-Confédération	5
Initiative « Pour une caisse publique d'assurance-maladie » : Genève favorable au contreprojet indirect...	5
Oui à la révision de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays	5
Solution insatisfaisante pour améliorer la compatibilité des initiatives populaires fédérales avec le droit international.....	6
Libre circulation des notaires actifs en Suisse et dans l'Union européenne.....	6
Grand Genève	8
Planifier la construction de parcs relais aux abords du canton de Genève	8
Genève	9
Nouveau règlement sur le registre foncier	9
Accès aux données médicales d'une personne décédée.....	9
Fixation des tarifs des prestations fournies par les HUG en soins somatiques aigus	10
Fixation des tarifs des prestations fournies par les établissements hospitaliers et les maisons de naissance en 2012	10
Aide financière à l'Association des conseillers accompagnants.....	11
Musique vocale et de chambre : aide financière à Gli Angeli Genève	12
Aide financière au Groupement genevois des associations de parents d'élèves de l'enseignement primaire	12
Changement de conseillers municipaux en mai 2013	13
Nominations.....	14
Nominations à la direction de l'enseignement obligatoire.....	14
Agenda des invitations à la presse	16

Genève internationale

Solidarité internationale : Genève s'engage pour la population syrienne

En solidarité avec la population syrienne, le Conseil d'Etat a décidé d'apporter une aide d'urgence de 200'000 francs pour soutenir les actions de Médecins sans frontières (MSF) Suisse visant à couvrir les besoins de base et l'accès aux soins de santé des déplacés.

Commencé il y a plus de deux ans, le conflit syrien a déjà fait plus de 80'000 victimes. Un million et demi de personnes ont tout abandonné pour fuir les combats et se réfugier en Irak, au Liban, en Jordanie et en Turquie.

Du fait de l'afflux constant de réfugiés et de l'accroissement des besoins humanitaires, les conditions de vie dans les camps des pays limitrophes restent difficiles et les services sanitaires y sont insuffisants. A l'intérieur de la Syrie, il devient de plus en plus difficile d'accéder à la nourriture, à l'eau ou à des combustibles ainsi que de trouver un refuge convenable et des soins médicaux.



MSF a lancé son intervention de soutien en faveur de la population syrienne en novembre 2011. L'ONG est actuellement active au Liban et en Irak. C'est aujourd'hui une des rares organisations à apporter également une aide médicale d'urgence à la population à l'intérieur même de la Syrie.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Initiative « Pour une caisse publique d'assurance-maladie » : Genève favorable au contreprojet indirect

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie proposée en tant que contreprojet indirect à l'initiative populaire « Pour une caisse publique d'assurance-maladie ».

Les modifications législatives envisagées lui paraissent constituer un projet adéquat pour améliorer la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), en ce sens qu'elles poursuivent les mêmes objectifs : correction des fausses incitations, réduction de la sélection des risques et accroissement de la transparence.

Le Conseil d'Etat estime que les principaux défauts du système d'assurance-maladie actuel sont connus depuis longtemps. Il demande aux Chambres fédérales de prendre leurs responsabilités en adoptant les corrections nécessaires de la loi sur l'assurance-maladie.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 26.*

Oui à la révision de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays

Le Conseil d'Etat a répondu positivement à une consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche portant sur une révision de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays.

L'adaptation de la législation actuelle vise à répondre aux nouveaux défis engendrés par la mondialisation des échanges, qui peut entraîner d'importantes perturbations de l'approvisionnement de notre pays, voire une grave pénurie en biens et services vitaux. La nouvelle mouture de la loi permettra à la Confédération d'intervenir dès les signes avant-coureurs d'une pénurie en prenant des mesures appropriées, notamment dans le domaine des services (logistique des transports, télécommunications, technologies de l'information). Le principe du stockage obligatoire par l'économie privée n'est pas remis en cause.

Le projet de révision n'a guère d'impact sur le canton ou les communes.

Pour toute information complémentaire : M. François Panosetti, chef de l'office cantonal pour l'approvisionnement économique du pays, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Solution insatisfaisante pour améliorer la compatibilité des initiatives populaires fédérales avec le droit international

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur des mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires fédérales avec le droit international. Il considère que les deux propositions énoncées sont insatisfaisantes.

La première proposition vise à modifier la loi fédérale sur les droits politiques pour permettre un examen matériel préliminaire non contraignant de la validité des initiatives populaires fédérales par l'Office fédéral de la justice et la Direction du droit international public. Cet examen du projet de texte de l'initiative s'effectue avant le lancement formel de l'initiative.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faut plutôt procéder à un véritable contrôle préalable de la conformité au droit international des projets d'initiatives populaires. En cas de non-conformité au droit international, un projet d'initiative populaire ne doit pas pouvoir être lancé. Cela permettrait aussi d'éviter les débats juridiques ultérieurs.

La deuxième proposition vise à modifier la constitution fédérale pour ajouter une nouvelle limite à la validité des initiatives populaires fédérales : « l'essence des droits fondamentaux ». Actuellement, les initiatives populaires fédérales doivent en effet uniquement respecter « les règles impératives du droit international ».

Le gouvernement genevois estime que le concept de « l'essence des droits fondamentaux » est très flou et sujet à discussion. Cette nouvelle limite créera davantage de problèmes qu'elle n'en résoudra.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Libre circulation des notaires actifs en Suisse et dans l'Union européenne

En réponse à une consultation de la Commission fédérale de la concurrence (COMCO), le Conseil d'Etat indique qu'il est opposé à la libre circulation des notaires ressortissants de l'Union européenne en Suisse et des notaires suisses entre les cantons suisses. Cette consultation fait suite aux arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en 2011, visant exclusivement l'applicabilité du critère de nationalité aux notaires ressortissants de l'Union européenne (UE) à l'intérieur de celle-ci, plusieurs Etats européens ayant réservé l'exercice de cette profession à leurs seuls ressortissants.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique que les arrêts de la CJUE ne visent que le critère de nationalité et qu'aucune autre conclusion ne peut en être tirée. Il relève que la libre circulation des notaires n'est pas prévue dans les pays limitrophes. L'activité ministérielle des notaires n'est en outre pas assujettie à la loi sur le marché intérieur.

Le Conseil d'Etat relève enfin que plusieurs arguments s'opposent à la libre circulation des notaires et des actes authentiques :

- la sécurité du droit et des transactions, qui serait compromise en cas d'admissions de notaires suisses d'autres cantons ou de notaires étrangers à exercer dans le canton ;
- le maintien des exigences élevées s'agissant de la formation des notaires exerçant dans le canton de Genève ;

- le bon fonctionnement des administrations (registres foncier et du commerce ainsi que l'administration fiscale) ;
- la protection des administrés, qui doivent pouvoir bénéficier des conseils de notaires qualifiés.

*Pour toute information complémentaire : Mme Hana Sultan Warnier, secrétaire générale adjointe, DS,
☎ 022 327 92 13.*

Planifier la construction de parcs relais aux abords du canton de Genève

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la commune de Gaillard (Haute-Savoie), qui le sollicite au sujet d'un projet de parc relais de 600 places à réaliser sur son territoire suite au [projet de loi](#) déposé au Grand Conseil relatif à un cofinancement de ce type d'équipement en France (voir [point de presse du 30 janvier 2013](#)). A ce titre, cinq parcs relais ont été identifiés dans le projet de loi et se situent sur les communes d'Annemasse, Veigy, Ville-la-Grand et Valleiry.

Si l'opportunité d'un parc relais sur la commune de Gaillard n'est pas mise en cause eu égard aux problèmes de circulation et de stationnement que rencontre la commune, le Conseil d'Etat souligne qu'il est important de rappeler que l'éligibilité de projets de parc relais à un cofinancement du canton est décidée au niveau de l'Agglomération franco-valdo-genevoise (Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) du [Grand Genève](#)) et non sur la base d'une candidature isolée.

La commune de Gaillard est donc invitée à se rapprocher de l'Association régionale de coopération du genevois (ARC), qui regroupe les collectivités locales françaises partenaires du Projet d'agglomération, compte tenu de son appartenance au GLCT, pour positionner le projet de parc relais de Gaillard dans l'ensemble des projets de ce territoire.

Cette solution présente l'avantage de pouvoir programmer les planifications à réaliser sur le couloir d'Annemasse au-delà de 2020, qui est l'horizon de réalisation possible d'un parc relais à Gaillard.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, directeur de la planification générale, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Nouveau règlement sur le registre foncier

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement sur le registre foncier permettant une mise en conformité avec les nouvelles législations fédérale et cantonale en matière de droits réels.

Deux règlements cantonaux distincts étaient précédemment applicables au registre foncier : le règlement sur le registre foncier et celui sur le registre foncier et la mensuration officielle informatisés. Suite à la révision du code civil suisse « cédula hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels » de décembre 2009, une nouvelle ordonnance sur le registre foncier (ORF) ainsi qu'une ordonnance sur l'acte authentique électronique (OAAE) ont vu le jour. Ces nouvelles réglementations fédérales ont rendu en partie obsolètes les dispositions figurant dans les deux règlements cantonaux existants, qui doivent par conséquent être abrogés. Ils sont remplacés par un nouveau règlement portant exclusivement sur le registre foncier, adopté ce jour par le Conseil d'Etat.

Au plan cantonal, une nouvelle loi d'application du code civil suisse et autres lois fédérales en matière civile (LaCC) a été adoptée le 11 octobre 2012 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Les modalités d'exécution de cette loi sont désormais réglées par le nouveau règlement sur le registre foncier.

*Pour toute information complémentaire : M. Edi Da Broi, directeur-conservateur, registre foncier, DU,
☎ 022 546 61 25.*

Accès aux données médicales d'une personne décédée

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur la santé du 7 avril 2006, qui vise à définir les conditions d'accès à certaines informations médicales par les proches d'une personne décédée.

Ce projet de loi permet de codifier une problématique fréquemment rencontrée en pratique par les médecins et bien circonscrite par la jurisprudence et la doctrine.

Ainsi, si le proche d'une personne décédée peut justifier d'un intérêt digne de protection qui ne soit pas contradictoire avec les intérêts du patient défunt à la sauvegarde du secret médical ou à d'autres intérêts de tiers, il pourra être informé sur les causes du décès et sur le traitement qui l'a précédé. Cette information ne sera toutefois dispensée que par l'intermédiaire d'un médecin, chargé de sélectionner les données médicales pertinentes. En revanche, aucun accès ne sera possible si le patient s'y était expressément opposé.

Afin de garantir la protection du secret médical et le respect des prescriptions légales, le médecin concerné doit dans tous les cas saisir la commission chargée de statuer sur les demandes de levée du secret professionnel au sens de l'article 321, alinéa 2 du code pénal suisse.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 26.*

Fixation des tarifs des prestations fournies par les HUG en soins somatiques aigus

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement fixant les tarifs applicables au sein des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) pour les prestations fournies en matière de soins somatiques aigus à compter du 1^{er} janvier 2013. Le constat d'échec des négociations tarifaires entre les HUG et les assureurs-maladie oblige en effet légalement le Conseil d'Etat à fixer lui-même le tarif susmentionné, après consultation des intéressés.

Le Conseil d'Etat a tenu compte de tous les éléments d'appréciation disponibles, en particulier des calculs réalisés par les hôpitaux et les assureurs dans le cadre de leurs négociations bilatérales.

La recommandation du surveillant des prix, basée sur des données provenant de l'hôpital universitaire le moins cher de Suisse et antérieures au nouveau financement hospitalier, n'a pas été retenue par le Conseil d'Etat, qui en conteste au demeurant la méthodologie.

Toutefois, le tarif fixé à partir de 2013 (10'900 francs) s'inscrit en nette baisse par rapport à celui retenu pour l'année 2012 (11'233 francs). Cela traduit les résultats atteints par les HUG en matière de maîtrise des coûts d'exploitation, pour offrir des prestations de qualité, efficaces et avantageuses.

Le tarif proposé est économique et permet de respecter au mieux les contraintes budgétaires de l'Etat, tout en assurant la stabilité financière des HUG. Il permet aussi de financer la médecine universitaire et évite un transfert de charges de l'assurance obligatoire des soins vers le canton.

Ce tarif vaut également comme tarif de référence lors des hospitalisations de ressortissants genevois dans des hôpitaux universitaires hors canton.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 15.*

Fixation des tarifs des prestations fournies par les établissements hospitaliers et les maisons de naissance en 2012

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement fixant les tarifs définitifs applicables dans les établissements hospitaliers et les maisons de naissance pour les prestations fournies en 2012 en matière de soins somatiques aigus et les accouchements. Ces tarifs fixent la valeur du point tarifaire dans le système de facturation SwissDRG pour les types d'établissements concernés.

En janvier 2012, le Conseil d'Etat avait fixé ces mêmes tarifs de manière provisoire, en attendant d'obtenir les recommandations du surveillant des prix et dans l'espoir que les négociations entre prestataires et assureurs débouchent sur des conventions tarifaires.

Dans l'intervalle, l'échec définitif des négociations tarifaires a été constaté pour ce qui concerne les soins somatiques aigus. Pour ce qui a trait aux accouchements, les accords trouvés contreviennent au principe d'économie gouvernant la législation suisse en matière d'assurance-maladie et ne peuvent par conséquent être approuvés.

Dans ces circonstances, il revient au Conseil d'Etat de fixer définitivement les tarifs cantonaux pour l'année 2012, avec effet rétroactif.

Le Conseil d'Etat a suivi l'avis du surveillant des prix concernant le tarif des maisons de naissance, qu'il a augmenté à 9284 francs au lieu des 9100 francs fixés provisoirement, afin de ne pas prêter le seul établissement de ce type figurant sur la liste hospitalière du canton de Genève.

En revanche, le Conseil d'Etat n'a pas retenu les recommandations du surveillant des prix concernant les hôpitaux universitaires et les cliniques privées, les faibles montants des tarifs préconisés étant de nature à compromettre le fonctionnement de ces institutions. Par ailleurs, la méthodologie de calcul du surveillant des prix appliquée aux cliniques privées, qui prévoit des déductions forfaitaires pour manque de transparence, est contestée.

En outre, les dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-maladie sur le nouveau financement hospitalier prévoient un délai de trois ans (2012-2014) pour apprécier le caractère économique et la qualité des prestations sur la base de comparaisons entre hôpitaux.

Basées uniquement sur des analyses comptables antérieures à 2012, ces recommandations n'ont pas été suivies par le Conseil d'Etat, qui a décidé de maintenir les tarifs hospitaliers au même niveau que ceux qui avaient été fixés provisoirement. Ces derniers permettent non seulement de financer la médecine universitaire, mais aussi d'éviter un transfert de charges de l'assurance obligatoire des soins vers le canton.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 15.*

Aide financière à l'Association des conseillers accompagnants

Le Conseil d'Etat a accordé à l'Association des conseillers accompagnants une aide financière d'un montant de 70'000 francs pour l'année 2013.

Cette aide financière permettra à l'association d'intervenir dans le département de santé mentale et de psychiatrie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) au sens de l'article 38 de la loi sur la santé du 7 avril 2006, qui prévoit que les patients séjournant dans une institution de santé ont le droit de demander un accompagnement par un représentant d'organisme ou une personne reconnue par le département.

A ce titre, les conseillers accompagnants interviennent sur demande des patients hospitalisés en milieu psychiatrique ou de leur entourage. Ils les conseillent et jouent un rôle de médiateur entre ceux-ci et les instances officielles. Ils peuvent également les appuyer dans l'exercice de leurs droits.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme public « Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention », mis en œuvre par la direction générale de la santé.

Pour toute information complémentaire : Dr Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

Musique vocale et de chambre : aide financière à Gli Angeli Genève

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière totale de 240'000 francs pour les années 2013 à 2015 à l'association [Gli Angeli Genève](#), conformément aux dispositions du contrat conclu avec cet ensemble musical.



Il s'agit du second contrat sur trois ans attribué à Gli Angeli Genève, le premier ayant porté sur les années 2009-2011. Cette reconduction marque la reconnaissance du projet artistique et du potentiel de développement de Gli Angeli Genève.

Cette association fondée en 2003 s'attache à la pratique et la diffusion de la musique vocale et de la musique de chambre, avant tout des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, notamment les cantates de Bach. Elle prévoit diverses actions pédagogiques auprès des écoles publiques genevoises afin de leur faire découvrir Bach et les instruments anciens, ainsi qu'avec le Collège de Genève. Gli Angeli Genève donnera également plusieurs concerts publics ces trois prochaines années et poursuivra ses enregistrements discographiques.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Aide financière au Groupement genevois des associations de parents d'élèves de l'enseignement primaire

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 39'204 francs au Groupement genevois de parents d'élèves de l'enseignement primaire (GAPP) pour l'année 2013.

Cette aide permettra au groupement de renforcer les relations existantes entre l'école et les familles des quelque 32'500 élèves de l'enseignement primaire, à l'heure où sont engagés d'importants dossiers tels que les modalités d'application du nouvel horaire de l'écolier, la généralisation du plan d'études romand, l'implication accrue des conseils d'établissement dans la vie des établissements scolaires et la mise en place d'une nouvelle direction générale de l'enseignement obligatoire.

Elle permettra encore au GAPP de poursuivre sa mission d'information aux parents sur l'évolution des dossiers, de création d'associations locales de parents d'élèves dans les communes ou quartiers qui en sont encore dépourvus et d'élaboration de stratégies particulières de partenariat dans les zones défavorisées.

Pour toute information complémentaire : Mme Paola Marchesini, directrice générale de l'enseignement primaire, DIP, ☎ 022 546 75 00.

Changement de conseillers municipaux en mai 2013

Dans le courant du mois de mai 2013, le service des votations et élections a effectué sept changements d'élus municipaux/aux dans les différentes communes du canton :

- Perly-Certoux : Mme Aude Ruffin-Arnold, démissionnaire de la liste « Alternative villageoise de Perly-Certoux », a été remplacée par M. **Mark Smith**.
- Chancy : M. Bueno Viret, démissionnaire de la liste « Ensemble pour Chancy », a été remplacé par Mme **Maude Gay**.
- Ville de Genève : M. Jean-Paul Guisan, démissionnaire de la liste « PLR – Les Libéraux-Radicaux », a été remplacé par Mme **Linda de Coulon**.

De plus, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, quatre élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la loi sur l'exercice des droits politiques ont eu lieu dans les communes suivantes :

- Plan-les-Ouates : M. **Olivier Monnerat** est élu sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois » suite à la démission de M. Alain Martignoni.
- Pregny-Chambésy : M. **Rolin Wavre** est élu sans scrutin sur la liste « PLR – Les Radicaux de Pregny-Chambésy » suite à la démission de M. Laurent Wulser ; Mme **Pauline Faigaux** est élue sans scrutin sur la liste « PLR – Les libéraux de Pregny-Chambésy » suite à la démission de Mme Maiangela Lundgren-Resentera.
- Collonge-Bellerive : Mme **Ruth Zwyssig** est élue sans scrutin sur la liste « Les Démocrates-Chrétiens » suite à la démission de M. Philippe Thorens.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Nominations

Nominations à la direction de l'enseignement obligatoire

La mise en œuvre de l'harmonisation de la scolarité obligatoire à Genève, voulue par le concordat HarmoS et la convention scolaire romande, franchit une étape cruciale à la rentrée scolaire 2013 : tous les élèves de la 1^{ère} primaire à la 11^{ème} du cycle d'orientation (4 à 15 ans) bénéficieront ainsi d'un enseignement en référence au plan d'études romand (PER). « Harmoniser » l'enseignement obligatoire genevois dans le sillage intercantonal de la mise en œuvre du nouvel horaire scolaire (introduction du mercredi pour les 8-12 ans dès 2014) et du nouveau cycle d'orientation (CO) exige une vision globale placée sous une direction générale unique qui facilitera aussi tout particulièrement la vie des élèves lors des transitions d'un niveau d'enseignement à un autre.

Le Conseil d'Etat a désigné une équipe de direction issue de candidatures internes en mesure de favoriser et soutenir cette dynamique institutionnelle.

Le Conseil d'Etat a ainsi nommé M. **Pierre Kolly** au poste de directeur général de l'enseignement obligatoire (DGEO) au département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP). Mme **Paola Marchesini** a quant à elle été désignée au poste de directrice générale adjointe de la DGEO. Tous deux prendront leurs fonctions le 1^{er} juin prochain.



Agé de 53 ans, M. Kolly a obtenu une licence en sciences de l'éducation à l'Université de Genève. Il est également au bénéfice d'un cursus de formation de direction d'entreprise du centre de formation en management (CRPM). Son parcours professionnel dans l'administration publique du canton de Vaud en qualité d'enseignant du primaire et du secondaire, ainsi qu'une importante expérience dans la direction administrative des ressources humaines et dans l'accompagnement de projets hautement stratégiques en qualité de directeur général adjoint à la direction générale de l'enseignement obligatoire de l'Etat de Vaud lui confèrent l'expérience requise pour occuper la fonction de directeur général du CO.

Ces diverses responsabilités l'ont amené à conduire plusieurs dossiers qui lui confèrent d'excellentes connaissances dans le domaine de l'enseignement et de l'administration. Il a également développé des collaborations entre l'enseignement obligatoire et postobligatoire, ainsi qu'au niveau intercantonal.

Depuis le 1^{er} février 2011, M. Kolly a exercé en qualité de chef de projet à la direction générale du CO dans le cadre du projet de réorganisation de l'enseignement obligatoire, avant de prendre ses fonctions au titre de directeur général du CO à partir du 1^{er} juillet 2011. La richesse de ses expériences et sa connaissance de l'enseignement obligatoire et postobligatoire genevois lui permettent de couvrir tous les domaines liés à son nouveau poste.



Agée de 45 ans, Mme Marchesini a obtenu un *master* en psychologie du travail et un diplôme de maîtresse d'enseignement primaire en Italie, avant d'occuper la fonction de directrice adjointe dans un centre pour jeunes en difficulté scolaire et/ou sociale. Dès 2003, elle a occupé le poste de responsable des ressources humaines au sein de la direction générale de la Haute école spécialisée de Genève puis, depuis 2006, au sein de la direction des ressources humaines du DIP. A partir de janvier 2011, Mme Marchesini a occupé le poste de directrice générale de l'enseignement primaire du DIP.

Dans ce cadre, Mme Marchesini a notamment contribué aux dossiers stratégiques liés aux nouveaux fonctionnements de l'enseignement primaire et à la création de la nouvelle DGEO. Ses grandes qualités humaines et un haut potentiel de développement lui permettront de répondre aux enjeux liés aux modifications du paysage de l'enseignement obligatoire du canton et de couvrir tous les domaines liés à son nouveau poste.

La nouvelle direction générale aura pour première mission de mettre en œuvre la réorganisation de l'enseignement obligatoire en plaçant l'enseignement et le parcours des élèves au centre de la démarche, accompagnée d'une volonté de conserver une identité forte à l'enseignement primaire et au CO et d'un renforcement de la coopération entre le CO et l'enseignement postobligatoire.

*Pour toute information complémentaire : Mme Monique Pfister, directrice des ressources humaines, DIP,
☎ 022 546 86 51.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
30 mai 17h30	Vernissage de l'exposition « Histoire de savoirs » des archives d'Etat	Archives d'Etat 1, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
31 mai 11h00	Prix « Paysage de l'année 2013 »	Terrain de sport de Céligny	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
4 juin 11h00	Résultats 2012 du service de la promotion économique de Genève	salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville	DARES	Elisabeth Tripod-Fatio ☎ 022 388 31 63
14 juin 11h00	Cérémonie de remise des prix du développement durable	Etablissements publics pour l'intégration 105, route des Jeunes 1227 Carouge	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
14 juin 11h00	Renaturation de l'Aire, 3 ^e étape : remise en eau de l'ancien méandre	Promenade de l'Aire 1232 Confignon	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
17 juin 11h00	Pose de la première pierre de la HEG-Battelle	Site de Battelle 7, route de Drize 1227 Carouge	DU DIP	Rafaèle Gross (DU) ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25